

# DURAN

## GROUPE DURAN

Société anonyme au capital de 4 296 305,31 €.  
Siège social : 35, rue Gabriel Péri, 92130 Issy-les-Moulineaux.  
328 732 839 R.C.S. Nanterre.

Publications périodiques

Sociétés commerciales et industrielles (Comptes intermédiaires)

### A. — Comptes consolidés résumés au 30 Juin 2006

#### I. — Bilan Consolidé.

(En milliers d'euros sauf indication contraire).

Actif	Notes	30/06/2006	31/12/2005
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles		4 883	4 888
Immobilisations incorporelles	4	4 279	4 581
Autres actifs financiers		304	342
		<b>9 466</b>	<b>9 812</b>
Actifs courants			
Autres actifs financiers	5	1 517	1 493
Stocks		72	68
Clients & autres débiteurs	6	11 676	12 200
Trésorerie & équivalents de trésorerie	7	152	263
		<b>13 417</b>	<b>14 025</b>
Total actif		<b>22 882</b>	<b>23 837</b>

Passif	Notes	30/06/2006	31/12/2005
Capitaux propres et passifs			
Capital et réserves revenant aux actionnaires de la société			
Capital émis	8	4 296	4 296
Primes d'émission	8	21 082	21 082
Actions propres	8	-2	-2
Emprunt obligataire - part Capitaux propres		1 710	1 710
Résultat de la période		-3 615	-6 962
Réserves consolidées		-34 434	-27 471
		<b>-10 962</b>	<b>-7 348</b>
Intérêts minoritaires		-1	0
Total capitaux propres		<b>-10 963</b>	<b>-7 348</b>
Passifs non courants			
Emprunts & dettes financières auprès des établissements de crédit	9	1 171	1 007
Emprunts & dettes financières diverses	9	456	564
Emprunt obligataire - part dette	9	2 033	1 979
Fournisseurs & autres créditeurs	9	6 321	6 118
Provisions	10	139	226
	9	<b>10 120</b>	<b>9 893</b>
Passifs courants			
Emprunts & dettes financières auprès des établissements de crédit	9	1 460	731
Emprunts & dettes financières diverses	9	4 465	1 942
Fournisseurs & autres créditeurs	9	17 439	18 258
Provisions	10	361	360
	9	<b>23 726</b>	<b>21 292</b>
Total passif		<b>33 845</b>	<b>31 185</b>
Total capitaux propres & passif		<b>22 882</b>	<b>23 837</b>

**II.— Compte de résultat consolidé.**  
(En milliers d'euros sauf indication contraire).

	Notes	30/06/2006 (6 mois)	30/06/2005 (6 mois)
Chiffre d'affaires		10 272	8 257
Autres produits de l'activité		50	58
Achats consommés		-223	-252
Charges de personnel		-6 498	-5 185
Charges externes		-4 745	-2 643
Impôts & taxes		-538	-547
Dotation aux amortissements		-1 243	-1 512
Dotation aux provisions		26	257
Dépréciation du goodwill		-186	-326
Autres produits & charges d'exploitation		-27	-85
Résultat opérationnel courant		<b>-3 112</b>	<b>-1 977</b>
Autres produits & charges opérationnels		-85	-301
Résultat opérationnel		<b>-3 197</b>	<b>-2 279</b>
Produits de trésorerie & d'équivalents de trésorerie		31	87
Coût de l'endettement financier brut		-383	-303
Coût de l'endettement financier net		<b>-353</b>	<b>-216</b>
Autres produits & charges financiers		0	-67
Charge d'impôt	11	-66	-24
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		0	0
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		<b>-3 616</b>	<b>-2 587</b>
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		0	0
Résultat de l'exercice		<b>-3 616</b>	<b>-2 587</b>
résultat groupe		-3 615	-2 588
intérêts minoritaires		-1	1
Résultat de base et dilué par action (€ par action)	12	-1,28	-0,92

**III.— Tableau consolidé des flux de trésorerie.**

	30/06/2006	30/06/2005
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	-3 616	-2 587
+/- dotations nettes & provisions (hors celles s/actifs circulants)	1 344	1 563
+/- autres produits & charges calculées	-8	0
+/- plus/moins-values de cession	0	279
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement net	-2 280	-744
+ coût de l'endettement financier net	353	216
+/- charge d'impôt	66	25
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement net	-1 861	-503
- Impôt versé	-66	-25
+/- variation du BFR de l'activité	-1 040	-773
<b>FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE</b>	<b>-2 967</b>	<b>-1 300</b>
- Décaissements liés aux acq° d'immo. Inc & corporelles	-1 121	-1 610
+ Encaissements liés aux cessions d'immo inc & corp.	0	153
- Décaissements liés aux acq° d'immo. Financières	-46	-61
+ Encaissements liés aux cessions d'immo financières	61	16
+ Subventions d'investissements reçues	5	0
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement (BFR)	946	2 265
<b>FLUX NET DE TRESO. LIE AUX OPERAT° d'INVESTISSEMENT</b>	<b>-156</b>	<b>763</b>
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'aug. Kal	0	0
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	3 214	872
+ Remboursements d'emprunts	-483	-565
- Intérêts financiers nets versés / reçu	-353	-216
+/- Autres flux liés aux opérations de financement		0
<b>FLUX NET DE TRESO. LIE AUX OPERAT° de FINANCEMENT</b>	<b>2 378</b>	<b>91</b>
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE</b>	<b>-745</b>	<b>-447</b>

**IV.— Tableau de variation des capitaux propres**

	Capital	Prime d'émission	Réserves	Part CP des obligations	Actions propres	Résultat de l'exercice	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2005	4 295	21	-27 825	1 710	-2	353	-22	-408

	082							
Affectation du résultat		353			-353			
Augmentation de capital								
Conversion obligations	1							
Réduction de capital								
Variations de périmètre								
Résultat du 1er semestre								
Part du groupe					-2 587			
Part des minoritaires							1	
Obligations remboursables en actions								
Emprunt obligataire convertible								
Actions propres								
Autres variations		1						
Au 30 juin 2005	<b>4 296 21 082</b>	<b>-27 471</b>	<b>1 710</b>	<b>-2</b>	<b>-2 587</b>	<b>-21</b>	<b>-2 993</b>	
Affectation du résultat								
Augmentation de capital								
Conversion obligations								
Réduction de capital								
Variations de périmètre								
Résultat du 2d semestre								
Part du groupe					-4 375			
Part des minoritaires							21	
Obligations remboursables en actions								
Emprunt obligataire convertible								
Actions propres								
Autres variations		-1						
Au 31 décembre 2005	<b>4 296 21 082</b>	<b>-27 472</b>	<b>1 710</b>	<b>-2</b>	<b>-6 962</b>	<b>0</b>	<b>-7 348</b>	
Affectation du résultat		-6 962			6 962			
Augmentation de capital								
Conversion obligations								
Réduction de capital								
Variations de périmètre								
Résultat du 1er semestre								
Part du groupe					-3 615			
Part des minoritaires							-1	
Obligations remboursables en actions								
Emprunt obligataire convertible								
Actions propres								
Autres variations								
Au 30 juin 2006	<b>4 296 21 082</b>	<b>-34 434</b>	<b>1 710</b>	<b>-2</b>	<b>-3 615</b>	<b>-1</b>	<b>-10 963</b>	

## V.— Annexe aux comptes consolidés

### Note 1 : INFORMATIONS GENERALES ET FAITS MARQUANTS

#### 1.1 Informations Générales

La société DURAN SA et ses filiales (« le Groupe ») est active dans les domaines de la haute technologie audiovisuelle appliquée à l'étalonnage et aux effets spéciaux numériques, à l'animation 3D, au montage image et son, pour la télévision et le cinéma.

DURAN SA, société mère, est enregistrée et domiciliée en France, 35 rue Gabriel Péri, à Issy les Moulineaux.

DURAN SA est cotée au Marché Eurolist d'Euronext Paris.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration dans sa séance du 08 décembre 2006.

#### 1.2 Faits marquants

Entre le 1er janvier 2006 et le 30 juin 2006 :

QUINTA COMMUNICATIONS, dans le cadre de la rationalisation des participations qu'elle détient dans le secteur des Industries Techniques de l'Audiovisuel, a regroupé toutes les sociétés qu'elle détient dans ce domaine dans une société, QUINTA INDUSTRIES SA, 14 bd Sénard à St Cloud.

A cette occasion, cette dernière est devenue l'actionnaire de DURAN SA, par rachat des titres détenus par QUINTA COMMUNICATIONS, soit 1.644.737 actions représentant 58,27% du capital. Ce rachat a eu lieu le 10 février 2006.

Le capital de QUINTA INDUSTRIES SA est détenu à 82,50% par QUINTA COMMUNICATIONS, et à 17,50% par THOMSON MEDIA SERVICES France, filiale de THOMSON SA. Cette dernière est entrée dans le capital le 09 mars 2006.

Au 30 juin 2006, il n'y a pas eu de conversion d'obligation, le capital de DURAN SA est donc resté stable.

Au cours du semestre, les synergies entre les différentes sociétés filiales de QUINTA INDUSTRIES (LTC et SCANLAB) et DURAN SA et ses filiales (DUBOI, AUDITORIUMS DE JOINVILLE ET BOULOGNE) se sont poursuivies ; leurs effets vont s'accroître à partir du second semestre.

Par ailleurs, les actions commerciales se sont intensifiées : elles ont d'ores et déjà porté leurs fruits sur le marché « image : effets spéciaux et traitement numérique » du cinéma, et produiront un effet sur le marché des fictions et documentaires au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2006.

QUINTA INDUSTRIES, l'actionnaire majoritaire, s'est engagé à apporter son soutien financier à DURAN dès que cela est nécessaire.

## **Note 2 : RESUME DES PRINCIPALES METHODES COMPTABLES**

### **2.1 Normes comptables appliquées**

Les comptes semestriels de DURAN comprennent un jeu d'états financiers résumés établis et présentés conformément aux dispositions de la norme IAS34 « Information financière intermédiaire ».

Ces états financiers doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2005 et publiés au titre de l'exercice 2005.

Les comptes sont présentés avec un comparatif :

- au 31 décembre 2005 pour les éléments bilantiels ; et
- au 30 juin 2005 pour les éléments de résultat.

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels ne diffèrent pas significativement de ceux utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2005 établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et détaillés dans la note I « Normes comptables appliquées » des états financiers consolidés de l'exercice 2005, à l'exception de celles relatives aux normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et nouvellement applicables au 1er janvier 2006.

Les normes et interprétations applicables pour la première fois au 1er janvier 2006 et appliquées de façon rétrospective par DURAN à compter de cette date n'ont pas eu d'incidence sur les états financiers :

- la révision limitée de la norme IAS19 « Avantages du personnel » relative aux écarts actuariels, aux régimes groupe et aux informations à fournir, introduit une nouvelle option permettant la comptabilisation dans les capitaux propres de l'intégralité des gains et pertes actuariels se rapportant aux régimes de retraite à prestation définies. DURAN n'ayant pas utilisé cette option, l'application de l'amendement est sans incidence sur ses états financiers ;
- l'interprétation IFRIC4 fournit des commentaires permettant de déterminer si un accord qui n'a pas la forme légale d'un contrat de location, mais qui confère un droit d'utiliser un actif en échange de paiements contient un contrat de location à comptabiliser selon la norme IAS17 « Contrats de locations ». Cette interprétation n'a pas eu d'incidence sur les états financiers de DURAN.

Les normes et interprétations IFRS6 « Prospection et évaluation de ressources minérales », IFRIC5 « Droits aux intérêts émanant de fonds de gestion dédiés au remboursement des coûts de démantèlement et de remise en état des sites », et IFRIC6 « Passifs résultant de la participation à un marché spécifique - Déchets d'équipement électriques et électroniques » ainsi que les amendements :

- des normes IAS39 « Instruments financiers, comptabilisation et évaluation » et IFRS4 « Contrats d'assurance » relatif aux garanties financières précise le traitement des contrats de garanties financières données et ouvre le choix de comptabiliser les contrats d'assurance répondant à la définition des garanties financières, soit suivant les dispositions de la norme IAS39, soit suivant celles de la norme assurance IFRS 4.
- à la norme IAS39 « Instruments financiers, comptabilisation et évaluation », concernant « la couverture de flux de trésorerie au titre des transactions intra-groupe futures », autorise sous certaines conditions, que le risque de change d'une transaction intragroupe future hautement probable soit qualifié d'élément couvert dans les états financiers.
- à la norme IAS21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » clarifie le mode de comptabilisation des investissements nets dans une activité à l'étranger.

ne trouvent pas à s'appliquer aux activités de DURAN et sont donc sans incidence sur ses états financiers.

DURAN n'a pas opté pour une application anticipée des textes suivants :

- la norme IFRS7 « Instruments financiers- informations à fournir » se substituera à compter du 1er janvier 2007 à la norme IAS30 « Informations à fournir dans les états financiers des banques et des institutions financières assimilées » et la partie relative aux informations à fournir d'IAS32 « Instruments financiers, présentation ». Cette norme porte exclusivement sur les aspects de présentation des instruments financiers et n'aura donc pas d'impact, à la date de son entrée en vigueur, sur le niveau du résultat ou des capitaux propres de DURAN ;

- l'amendement à la norme IAS1 « Présentation des états financiers » ajoute de nouvelles informations à fournir sur le capital. Son application au 1er janvier 2007 sera également sans effet sur le niveau du résultat et des capitaux propres de DURAN ;
- l'interprétation IFRIC7 précise les modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS29 « Informations financières dans les économies inflationnistes », et s'applique aux entités qui identifient pour la première fois, au titre d'une période comptable, l'existence de l'hyperinflation ;
- l'interprétation IFRIC8 se positionne sur le traitement des transactions pour lesquelles une entité ne peut pas identifier précisément tout ou partie des biens ou services reçus, et indique que celles-ci entrent bien dans le champ d'application de la norme IFRS2 « Paiement fondé sur des actions » ;
- l'interprétation IFRIC9 précise les modalités suivant lesquelles une entité doit examiner la nécessité de séparer un dérivé incorporé de son contrat hôte.

Aucun impact significatif n'est attendu de l'application de ces trois interprétations.

Absence de caractère saisonnier

Les activités de DURAN ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

### Note 3 : INFORMATION SECTORIELLE

Information sectorielle par secteurs d'activité

Au 30 juin 2006, l'activité du Groupe se répartit en trois principaux secteurs :

Secteur A : La télévision

Secteur B : Le cinéma

Secteur C : L'Animation 3D

Pour l'essentiel, les autres activités du Groupe comprennent d'une part l'enregistrement de musique acoustique et la production et, d'autre part, de la distribution et des services. Aucune de ces activités ne constitue à elle seule un secteur d'activité devant donner lieu à une information spécifique.

Les produits et résultats par secteur d'activité au 30 juin 2005 sont détaillés ci-après :

	Informations sectorielles (en K€)					
	Résultat par secteur					Autres
	Consolidé	Secteur A	Secteur B	Secteur C	Non affecté à un secteur	
30/06/2005						
Chiffre d'affaires	8 257	3 183	4 103	972		0
Autres produits de l'activité	58	30	8	20		0
TOTAL PRODUITS	8 316	3 212	4 111	992		0
RESULTAT OPERATIONNEL	-2 279	-691	-1 200	-26		-359

La colonne « non affecté à un secteur » correspond au coût de la structure « GROUPE ».

Les produits et résultats par secteur d'activité au 30 juin 2006 sont détaillés ci-après :

	Informations sectorielles					
	Résultat par secteur					Autres
	(en K€)					
	Consolidé	Secteur A	Secteur B	Secteur C	Non affecté à un secteur	
30/06/2006						
Chiffre d'affaires	10 272	2 665	6 712	862		0
Autres produits de l'activité	50	10	20	20		0
TOTAL PRODUITS	10 322	2 675	6 732	882		0
RESULTAT OPERATIONNEL	-3 197	-1 290	-1 122	-374		-444

Les transferts ou les transactions entre secteurs sont réalisés dans les conditions habituelles, identiques à celles qui seraient pratiquées avec des tiers non liés.

### Note 4 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Tests de dépréciation des goodwill

Les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie du Groupe, qui sont identifiées en fonction des personnes morales.

Un test de dépréciation a été réalisé au 30 juin 2006 pour les quatre goodwill.

La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie a été déterminée sur la base des calculs de valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir de la projection de flux de trésorerie basés sur les budgets financiers à trois ans.

Le calcul des valeurs d'utilité a été effectué en retenant un taux de croissance à l'infini de 1,75% pour le calcul de la valeur terminale (sauf pour DDS, taux de croissance nul) et un taux d'actualisation égal au coût moyen pondéré du capital de 15,65%.

Une dépréciation de 26K€ (100%) a été constatée sur la SNC Boulogne et une dépréciation de 160K€ sur les Auditoriums de Joinville.

Le tableau ci-dessous résume l'affectation des goodwill aux secteurs :

Goodwill net en K€ Personnes morales pour lesquelles un GW est enregistré	30 juin 2006			31 décembre 2005		
	Télévision et animation 3D	Cinéma	Autres	Télévision et animation 3D	Cinéma	Autres
AUDIT JOINVILLE		2 554			2 714	
SNC BOULOGNE			-			26
DDS		144			144	
ACOUSTI	81			81		
TOTAL PAR SECTEUR	81	2 698	-	81	2 858	26
TOTAL FIN DE PERIODE			2 779			2 965

#### Note 5 : AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Les autres actifs financiers pour un montant de 1 517 K€ au 30 juin 2006 contre 1 493 K€ au 31 décembre 2005 correspondent à une créance PM Films. Cette créance n'a pas été provisionnée car Duran considère que cette créance est recouvrable en totalité.

#### Note 6 : CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

en K€	30/06/2006	31/12/2005
Créances clients	9 332	9 106
(Provisions pour dépréciations)	- 1 566	- 1 536
Créances clients nettes	7 766	7 570
Avances et acomptes sur commandes	141	11
Autres créances nettes	3 140	4 335
Produits à recevoir	89	89
Charges constatées d'avance	540	195
TOTAL	11 676	12 200

Au cours du premier semestre 2006, le Groupe a cédé des créances pour un montant total de 3.493 K€ à une banque contre de la trésorerie.

Au 30 juin 2006, les créances cédées au factor s'élèvent à 1 182 K€.

L'affacturage est dénetté et les créances cédées apparaissent en "créances clients" et en "autres dettes".

#### Note 7 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

en K€	30/06/2006	31/12/2005
Liquidités	152	263
Autres valeurs mobilières	2	2
Disponibilités	150	262
Découverts	721	86
Part courante des découverts nés avant le RJ	45	44
Découverts et intérêts courus	676	42
Trésorerie nette	-569	178

#### Note 8 : CAPITAL APORTE

	Nombre total d'actions	Nombre d'actions disponibles	Nombre d'actions propres	Valeur nominale des actions (K€)	Valeur nominale actions disponibles (K€)	Valeur nominale actions propres (K€)	Primes d'émission (K€)	TOTAL (K€)
Au 01/01/2005	2 822 426	2 821 025	1 401	4 295	4 293	2	21 082	25 377
Conversion de 34 obligations		289	-		0	-	-	0
Au 30/06/2005	2 822 715	2 821 314	1 401	4 296	4 294	2	21 082	25 378
Conversion de 38 obligations		323	-		0	-	-	0
Au 31/12/2005	2 823 038	2 821 637	1 401	4 296	4 294	2	21 082	25 378
Au 30/06/2006	2 823 038	2 821 637	1 401	4 296	4 294	2	21 082	25 378

Le nombre total d'actions est de 2 823 038 sans valeur nominale exprimée. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Aucune conversion d'obligation n'a eu lieu au cours du premier semestre 2006.

### Note 9 : EMPRUNTS ET DETTES

#### 9.1 Echéances des emprunts et dettes

<b>NON COURANT</b> en K€	<b>30/06/2006</b>	<b>31/12/2005</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 171	1 007
Emprunts et dettes financières diverses	448	440
Dettes location gérance	8	124
Dettes fournisseurs	1 358	1 246
Dettes fiscales et sociales	4 963	4 872
SOUS-TOTAL POUR ECHEANCIER	7 947	7 688
Emprunt obligataire convertible	2 033	1 979
Provisions	139	226
<b>TOTAL</b>	<b>10 120</b>	<b>9 893</b>

<b>COURANT</b> en K€	<b>30/06/2006</b>	<b>31/12/2005</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 460	731
Emprunts et dettes financières diverses	4 241	1 730
Dettes location gérance	224	212
Avances et acomptes reçus	178	140
Dettes fournisseurs	6 907	6 321
Dettes fiscales et sociales	6 864	7 639
Dettes sur immobilisations	449	453
Autres dettes	1 892	1 738
Produits constatés d'avance	1 149	1 967
Provisions	361	360
<b>TOTAL</b>	<b>23 726</b>	<b>21 292</b>

Les échéances des emprunts et dettes non courants sont indiquées ci-après :

<b>NON COURANT - ECHEANCES (en K€)</b>	<b>30/06/2006</b>	<b>31/12/2005</b>
à un an	<b>1 448</b>	<b>1 436</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	575	466
Emprunts et dettes financières diverses	54	53
Dettes fournisseurs	176	172
Dettes fiscales et sociales	636	621
Dettes location gérance	8	124
de deux à cinq ans	<b>3 556</b>	<b>3 564</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	378	327
Emprunts et dettes financières diverses	268	264
Dettes fournisseurs	630	616
Dettes fiscales et sociales	2 281	2 357
Dettes location gérance	-	-
plus de cinq ans	<b>2 943</b>	<b>2 688</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	218	213
Emprunts et dettes financières diverses	127	124
Dettes fournisseurs	553	458
Dettes fiscales et sociales	2 046	1 893
Dettes location gérance	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>7 947</b>	<b>7 688</b>

### Note 10 : PROVISIONS POUR RETRAITES ET AUTRES PASSIFS

(en K€)	<b>COURANT</b>			Actions en	<b>NON COURANT</b>			Total	TOTAL
	Actions en	Autres	Total	justice	Charges d'impôt et	Autres	NC	L	
	justice		C		retraites				
Au 31 décembre 2005	250	110	360	111	114	0	226	586	
Augmentation des provisions			0		25		25	25	
Reprise des provisions		110	110				0	110	
Reclassement	111		111	-111			-111	0	
Au 30 juin 2006	361	0	361	0	139	0	139	501	

Les montants sont principalement composés de provisions pour actions en justice intentées à l'encontre du Groupe par des clients.

Après avoir consulté des conseils juridiques, le montant de la provision est déterminé sur la base de la meilleure estimation des coûts probables liés aux actions en justice.

Engagements de retraite et avantages assimilés :

Provision inscrite au bilan au titre des engagements de retraite :

	30/06/2006		31/12/2005
Provisions pour retraites		96	42

Ces engagements correspondent en totalité aux indemnités de départ en retraite.

#### Note 11 : IMPOTS

Le groupe n'a pas constaté d'impôts différés actifs et passifs dans les comptes consolidés liés aux différences temporaires entre les résultats fiscaux et les résultats comptables sociaux des sociétés du groupe et liés aux écritures de retraitements de consolidation. Ces montants sont en effet insignifiants par rapport aux impôts différés actifs qui auraient pu être générés par l'existence de pertes fiscales, dont la récupération dans les conditions actuelles est hautement improbable.

#### Note 12 : RESULTATS PAR ACTION

Résultat de base et résultat dilué par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, hors actions propres rachetées par la Société.

	30/06/2006	30/06/2005
Bénéfice revenant aux actionnaires de la société (K€)	-3 616	-2 587
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	2 823	2 823
Résultat de base et dilué par action (€ par action)	-1,28	-0,92

#### Note 13 : TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Le Groupe est contrôlé par QUINTA INDUSTRIES, qui détient environ 58% du capital de la Société.  
Les transactions suivantes ont été réalisées avec des parties liées.

*Détail des sociétés concernées :*

*LTC, SCANLAB, SIS TV, SIS, Quinta Industries, Ex-Machina, Quinta Communications*

##### 13.1 Vente de biens et de services

Ventes de biens et services (en K€)	30/06/2006	30/06/2005
Ventes de biens		
Entreprises associées	0	0
Ventes de services		
Maison mère (QUINTA Communications jusqu'au 10 février 2006)	12	24
Maison mère (QUINTA Industries à partir du 11 février 2006)	8	20
Entreprises associées	219	202
TOTAL Ventes de biens et services	239	246

##### 13.2 Achat de biens et de services

Achats de biens et services (en K€)	30/06/2006	30/06/2005
Achats de biens		
Entreprises associées	311	19
Achats de services		
Maison mère (QUINTA Communications jusqu'au 10 février 2006)	13	3
Maison mère (QUINTA Industries à partir du 11 février 2006)	962	18
Entreprises associées	284	309
TOTAL Achats de biens et services	1 571	348

##### 13.3 Rémunération des principaux dirigeants

Rémunération Key Management en K€	30/06/2006	30/06/2005
Salaires et autres avantages à court terme	473	191
Retraites	1	-1
TOTAL	474	190

### 13.4 Soldes de clôture liés à l'achat et la vente de biens et de services

<b>Soldes de clôture liés à l'achat et la vente de biens et services (en K€)</b>	<b>30/06/2006</b>	<b>31/12/2005</b>
Créances sur les parties liées		
Maison mère (QUINTA Communications jusqu'au 10 février 2006)	41	55
Maison mère (QUINTA Industries à partir du 11 février 2006)	82	60
Entreprises associées	661	456
	784	571
Dettes envers les parties liées		
Maison mère (QUINTA Communications jusqu'au 10 février 2006)	23	24
Maison mère (QUINTA Industries à partir du 11 février 2006)	1 252	180
Entreprises associées	2 983	2 286
	4 258	2 490

### 13.5 Prêts consentis à des parties liées

<b>Prêts consentis à des parties liées (base en immobilisations) (en K€)</b>	<b>30/06/2006</b>	<b>31/12/2005</b>
A l'ouverture	1 493	1 453
Prêts consentis durant l'exercice	0	0
Remboursements perçus	0	0
Intérêts de la période	24	40
Intérêts reçus	0	0
A la clôture	1 517	1 493

### 13.6 Prêts reçus

<b>Prêts reçus de sociétés liées (en K€)</b>	<b>30/06/2006</b>	<b>31/12/2005</b>
A l'ouverture	0	0
Prêts consentis durant l'exercice	1 330	
Remboursements perçus	-400	
Intérêts de la période	6	
Intérêts reçus	0	
A la clôture	936	0

<b>Prêts reçus de l'actionnaire majoritaire (en K€)</b>	<b>30/06/2006</b>	<b>31/12/2005</b>
QUINTA Communications (majoritaire jusqu'au 10 février 2006)		
A l'ouverture	1 673	513
Prêts consentis durant l'exercice	450	1 301
Remboursements perçus	0	-150
Intérêts de la période	32	9
Intérêts reçus	0	0
A la clôture	2 155	1 673
QUINTA Industries (majoritaire à partir du 11 février 2006)		
A l'ouverture	0	0
Prêts consentis durant l'exercice	1 230	
Remboursements perçus	-158	
Intérêts de la période	8	
Intérêts reçus	0	
A la clôture	1 080	0

### 13.7 Engagements

- Caution solidaire consentie par DURAN en faveur de sa filiale ACOUSTI STUDIOS SARL à hauteur de 290 K€ pendant la durée de l'emprunt auprès du Crédit Lyonnais.
- Caution solidaire sans limitation de durée consentie par DURAN en faveur de sa filiale ACOUSTI STUDIOS SARL pour garantir un encours de 45K€ auprès du Crédit Lyonnais.
- DURAN dispose d'une option d'achat du fonds de commerce Ex-Machina pour 500K€ au 30 juin 2007 à l'expiration du contrat de location gérance.

### Note 14 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation n'a pas évolué depuis le 30 juin 2005.

## B.— RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION SEMESTRIELLE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2006

L'année 2006 est une période de transition pour le Groupe, qui préfigure une montée en puissance du chiffre d'affaires sur la majeure partie des activités du groupe, compte tenu d'une part de la faiblesse du portefeuille passé de projets à gérer et d'autre part de l'obsolescence grave des matériels sur les sites.

De surcroît, le cycle de post production des films est long et les projets intégrés commercialement dans le programme de développement des sociétés sont gérés sur une période longue variant de quelques mois à plus d'une année avant la sortie en salle.

Le nouveau Président de DURAN, Monsieur Jean-Robert GIBARD, précise que le plan stratégique s'articule autour de 5 directions ou « change programs », outils dédiés aux changements et aux nouvelles mutations technologiques :

1. Repositionnement des activités de post-production cinématographiques ;
2. Internationalisation des activités d'effets spéciaux autour d'une mutualisation des ressources internes et d'alliances stratégiques externes ;
3. Harmonisation progressive des processus et réduction drastique des coûts sur l'ensemble des sites ;
4. Rattrapage du retard d'investissements sur certains segments de marché ; effectué fin 2005 et début 2006 pour l'étalonnage numérique et initié au 2nd semestre pour l'activité Tvfilm ;
5. Intégration des activités de certains sites industriels en « one stop shopping ».

Au cours de ce premier semestre 2006, le Groupe DURAN a réalisé un chiffre d'affaires de 10.272 Keur, contre 8.257 Keur au 30/06/2005, soit une augmentation de 24,40%.

Les résultats reflètent les priorités et les actions du management dans le cadre du redéploiement du Groupe autour de ses marchés, et se caractérisent par une croissance globale du chiffre d'affaires, et un creusement ponctuel des pertes sur cette période – préalable au retour au profit, dus principalement à :

1. L'obsolescence des équipements sur les métiers de la télévision ;
2. La situation immobilière du site de Levallois en conjonction d'équipements obsolètes ;
3. Le portefeuille exsangue, à l'origine, de projets liés aux métiers de la 3D ;
4. La baisse exceptionnelle des activités son – décalage des projets ;
5. Le poids des coûts investis sur les métiers du numérique pour permettre la montée en puissance du CA.

- Le pôle cinéma évolue comme suit :

IMAGE : effets spéciaux, étalonnage numérique : CA en forte hausse, quasiment multiplié par 4 ; cette croissance est due à l'aboutissement des efforts commerciaux entrepris. Malgré cette croissance de l'activité, le résultat du pôle est en baisse sur ce semestre, du fait de la croissance forte des coûts salariaux, du fait de l'impact du recrutement du nouveau management d'une part et d'autre part, des investissements nécessaires liés aux coûts d'acquisition des nouvelles machines concernant les travaux numériques, préalables à l'acquisition de nouveaux clients et de nouveaux films. Le second semestre sera marqué par une augmentation significative de l'activité étalonnage numérique, qui devrait se poursuivre avec régularité compte tenu du succès croissant de la nouvelle configuration numérique.

Le pôle cinéma met en place progressivement des alliances stratégiques avec les nouveaux pays industrialisés (Inde, Chine) afin de rechercher des synergies de réduction des coûts. Ces mises en place au sein d'un contexte sensible de création, s'effectuent selon un programme de formation autour des matériels, logiciels, méthodologies qui s'effectueront progressivement au cours de l'année 2007 en tenant compte des souhaits des ayants droits.

SON : contrairement à la saisonnalité des années passées, le 1er semestre a été caractérisé par une faible activité ; les perspectives du second semestre sont meilleures. Un programme d'optimisation des effectifs a été mis en place en coordination avec les autres sociétés du groupe QUINTA industries.

- Le pôle audiovisuel évolue comme suit :

PUBLICITE : l'activité est en baisse. La fermeture des locaux de Levallois est toujours prévue ; à cette occasion, la stratégie du Groupe en matière de publicité sera redéfinie autour des nouveaux canaux de diffusion de la publicité. Un plan de réduction des effectifs a été mis en place.

FICTION/DOCUMENTAIRE : l'activité est en baisse au cours du 1er semestre 2006 par rapport au 1er semestre 2005 ; en effet, le renforcement des moyens commerciaux et techniques mis en oeuvre en fin de semestre, a commencé à produire ses effets à partir du mois de septembre. Le CA signé pour les 4 derniers mois de l'année 2006 est en forte croissance, et les perspectives 2007 sont excellentes compte tenu du nouveau positionnement marketing choisi.

- Le pôle Animation 3D évolue comme suit :

La baisse du CA s'explique par la fin, en mars 2006, de la fabrication de la série 26\* 26' « UGLY DUCKLING 1 », qui avait produit ses effets pendant la totalité du 1er semestre 2005. Les actions commerciales entreprises visent à conquérir, en sus de projets importants, des séries ou films de tailles plus modestes, permettant de mieux répartir l'activité tout au long de l'année. Le second semestre sera une période de transition, marqué par la mise en oeuvre des synergies avec les activités de DUBOI, et par l'accroissement des demandes de travaux de 3D dans les téléfilms. Les perspectives 2007 sont bonnes. Le groupe a pris la décision de mutualiser les équipes de DURAN 3D et DUBOI VFX afin d'optimiser ses offres vers les clients.

## INFORMATION SUR LE CAPITAL DE LA SOCIETE ANONYME DURAN

La structure de l'actionnariat, le capital réel, le capital potentiel n'ont pas changé depuis les informations transmises au cours de l'assemblée générale du 30 juin 2006.

Le capital social s'élève à 4.296.305 euros divisé en 2.823.038 actions de même nominal entièrement libérées.

Il n'y a pas eu de distribution de dividende depuis cinq dernières années.

Il n'y a pas à ce jour de plan de souscription d'actif.

Il n'y a pas de participation des salariés au capital de la société.

### PRESENTATION DE LA SITUATION SEMESTRIELLE CONSOLIDEE DE DURAN AU 30 JUIN 2006.

Les comptes semestriels de DURAN comprennent un jeu d'états financiers établis et présentés conformément aux dispositions de la norme IAS34 « Information financière intermédiaire ».

Ces états financiers doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2005 et publiés au titre de l'exercice 2005.

Les comptes sont présentés avec un comparatif :

- au 31 décembre 2005 pour les éléments bilanciels ; et
- au 30 juin 2005 pour les éléments de résultat.

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels ne diffèrent pas significativement de ceux utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2005 établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et détaillés dans la note I « Normes comptables appliquées » des états financiers consolidés de l'exercice 2005, à l'exception de celles relatives aux normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et nouvellement applicables au 1er janvier 2006 – voir en annexe.

En annexe également figure le rappel du périmètre inchangé.

Compte de résultat :

- Evolution du résultat opérationnel courant :

Le chiffre d'affaires a augmenté de 24,40%, soit 10.272 keur contre 8.257 keur, évolution différente selon les secteurs :

Télévision : -16,27% (-518 keur)

Cinéma : +63,59% (+2.609 keur)

Animation 3D : - 11,31% (-110 keur)

Le résultat opérationnel courant passe de -1.977 keur au 30/06/2005 à -3.112 Keur au 30/06/2006.

- Evolution des autres produits et charges opérationnels : la charge passe de -301 Keur au 30/06/2005 à -85 keur au 30/06/2006.
- Evolution du coût de l'endettement financier net : il passe de -216 keur au 30/06/2005 à - 353 keur au 30/06/2006.
- La charge d'impôt de 66 Keur au 30/06/2006 correspond aux IFA. (24 Keur au 30/06/05).
- Le résultat de l'ensemble consolidé au 30/06/2006 est une perte de -3.616 Keur contre une perte en n-1 de -2.587 Keur.

Le compte de résultat de la période est reproduit ci-avant.

Bilan :

Le total du bilan s'élève à 22.882 Keur en baisse de 955 Keur par rapport au 31 décembre 2005.

Les capitaux propres s'élèvent à - 10.963 Keur.

Les principales variations des postes du bilan figurent ci-avant.

### C.— Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2006

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Duran, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en oeuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les

normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.2 de l'annexe qui indique que l'actionnaire majoritaire, Quinta Industries, s'engage à apporter son soutien financier à votre société dès que cela est nécessaire.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

En application de la loi, nous vous signalons que votre société n'a pas publié au Bulletin des annonces légales obligatoires les documents prévus à l'article 297-1 du décret du 23 mars 1967 dans les quatre mois suivant la clôture du premier semestre.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 08 décembre 2006.

Les Commissaires aux Comptes :

Claude Amon ;

ERNST & YOUNG et Autres :  
François Rochmann.

**0618030**